

[Text]

tapping an area where, in fact, we have nothing to be apologetic about. There is a long record of very distinguished Canadian diplomacy and there is a long record of experience implicit in this country's experience as to how it maintains itself by that process of negotiation.

So I think that focus, and that is still a very broad agenda, but still this expertise in negotiation is in fact something we could make a very deliberate contribution to.

Mr. McRae: Thank you very much for that suggestion.

The Chairman: Thank you very much, Mr. McRae. Mr. McLean for one question.

Mr. McLean: Thank you, Mr. Chairman. I apologize for being late. This question may have been addressed and if it has, then maybe you could . . . so we do not abuse the committee's time. But I wonder whether there was some discussion about the relationship of the proposed institute to government and models that might be looked at. For example, there are a number of people who suggest that rather than being ultra-concerned about the so-called independence of agencies such as the United Nations' Association and other groups concerned with international affairs, it would be better served with two models, such that an institute that we are now talking about be much more closely identified with government. It should be, in a sense, a research arm quite clearly identifiable as such in a way such as the Science Council is, rather than the IDRC model, which floats with a board and somehow is open to more attack.

• 1615

Secondly, there ought to be some enhanced funding for independent research that is totally independent, done within the universities for example. So when you get reports each year, one tabled in Parliament and independent reports tabled, if you get the two of them bringing in the same analysis then you have some direction of thinking. If you get, for example, the government institute suggesting one direction and the independent academic institutes disagreeing, you have the basis for a public debate.

Now, in generally affirming the attitude of getting more information on the table and more public education done, my instinct is that those who espouse this sort of model and are looking at what we have in the way of trying to provide a service suggests that maybe we ought to be not so concerned about the independents in that way but setting up models that would be totally independent. The arms control division of External Affairs now gives out money, as we all know, and they say they do this on merit. But in reality they are not answerable to Parliament. They can be, in the giving of those grants, rather political. As we see from time to time, depending on who is putting the pressure on, some groups studying this issue suddenly find their number removed or so on because somebody has made that kind of a judgment.

[Translation]

profitant des ressources dont nous disposons dans un domaine, et dont nous pouvons certainement être fiers. La diplomatie canadienne a accumulé de longs et très distingués états de service, et nous pouvons également tirer profit de notre longue expérience en matière de négociations internes, négociations qui ont permis à notre pays de se maintenir.

Le projet demeure tout de même très vaste, mais, compte tenu de cette connaissance des négociations que nous avons, nous pouvons certainement contribuer à quelque chose d'intéressant.

M. McRae: Merci beaucoup de cette proposition.

Le président: Merci beaucoup, monsieur McRae. Monsieur McLean, vous pouvez poser une question.

M. McLean: Merci, monsieur le président. Je m'excuse d'être arrivé en retard. Il se peut qu'on ait déjà posé ma question, auquel cas je ne veux pas prendre le temps du Comité. Cependant, j'aimerais savoir si on a discuté des rapports entre l'institut et le gouvernement, et si on a discuté des modèles qu'on songe à imiter. Ainsi, par exemple, certaines personnes sont d'avis que plutôt que de se préoccuper outre mesure d'obtenir l'indépendance d'organismes comme l'Association canadienne pour les Nations Unies et d'autres groupes intéressés par les questions internationales, il vaudrait mieux pouvoir disposer de deux modèles, ce qui signifie que l'institut envisagé devrait avoir des liens plus étroits avec le gouvernement. A certains égards, il devrait s'agir d'un service de recherche facile à identifier, un peu comme le Conseil des sciences, et il ne devrait peut-être pas se calquer sur le Centre de recherches pour le développement international, qui est doté d'un conseil et qui prête davantage flanc à des attaques.

En second lieu, on devrait accroître l'aide financière accordée aux recherches effectuées de façon tout à fait indépendante, par exemple, la recherche effectuée au sein des universités. Ainsi, lorsqu'on reçoit des rapports chaque année, car on en dépose au Parlement, puis l'on présente également des rapports indépendants, si les deux catégories de rapports en arrivent aux mêmes conclusions, alors, cela aide à orienter les choses. Ainsi, par exemple, si l'institut gouvernemental propose qu'on s'engage dans une voie et si les instituts universitaires ne sont pas d'accord, cela peut justifier un débat public.

En général, lorsqu'il s'agit de réclamer davantage de renseignements et d'éducation à l'intention du public, à mon avis, ceux qui préconisent l'adoption de ce modèle et se reportent à ce qui existe déjà pour fournir leurs services me rappellent qu'il faut peut-être moins se préoccuper de la question de l'indépendance et peut-être un peu plus du choix de modèles qui soient véritablement indépendants. A l'heure actuelle, la division du contrôle des armements du ministère des Affaires extérieures accorde de l'argent, comme nous ne l'ignorons pas, et elle affirme le faire après avoir vérifié les mérites de chaque dossier. En réalité, cependant, ce service n'a pas à répondre de ses actes devant le Parlement. Il peut donc se reporter à des normes tout à fait politiques lorsqu'il accorde ces subventions. Ainsi que nous le voyons de temps à autre, selon l'origine des pressions exercées, certains groupes étudiant